

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite renforcer ses effectifs en procédant au recrutement d'agents ayant vocation à exercer les missions de garde champêtre. Dès lors, il est proposé que la création de ces emplois s'accompagne de l'attribution d'un régime indemnitaire spécifique destiné à cette catégorie de personnel.

Comme précisé par le décret n°94-731 du 24 août 1994, portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres, modifié, ils constituent un cadre d'emplois de police municipale de catégorie C, composé des grades suivants :

- Garde champêtre chef principal ;
- Garde champêtre chef.

Ils peuvent bénéficier du régime indemnitaire fixé par le décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres. Sur cette base, les gardes champêtres peuvent ainsi percevoir, s'ils remplissent les conditions exigées les éléments suivants :

1. Une indemnité spéciale de fonctions (ISF)

Il est proposé de retenir le taux maximum applicable, pour tous les agents relevant de ce cadre d'emploi, à savoir 20%, et ce, sans considération du grade détenu.

2. Une indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Les agents relevant du cadre d'emploi des gardes champêtres sont éligibles à l'attribution d'une IAT, qui sera calculée comme suit :

- Un coefficient multiplicateur de 7 sera retenu et appliqué au montant annuel de référence appliqué pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier :

FILIERE POLICE MUNICIPALE	
GARDES CHAMPETRES	Montant annuel de référence
Garde champêtre chef principal	481,82 €
Garde champêtre chef	469,88 €

Le versement de l'IAT sera effectué selon un rythme mensuel.

S'agissant enfin des modalités de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence, les règles précisées dans la délibération n°V2023-453 du 11 décembre 2023 portant modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) sont applicables.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres, tel que précisé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.